

2009-00528

09010417

LE PREFET DE POLICE,

Vu le code de l'urbanisme notamment les articles L.111-3-1 et R.111-48 alinéa 2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation notamment l'article R.123-19 ;

Vu le décret n° 2007-1177 du 3 août 2007 pris pour l'application de l'article L.111-3-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la circulaire du ministre d'état, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable, du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre du logement et de la ville, INT/K/07/00103/C du 1<sup>er</sup> octobre 2007 relative aux études de sécurité publique ;

Vu l'avis du conseil parisien de sécurité et de prévention de la délinquance en date du 3 mars 2009 ;

Considérant l'état de la sécurité et les perspectives d'évolution du contexte social, économique et urbain de certaines parties du territoire du 15<sup>ème</sup> arrondissement ;

Sur proposition du préfet directeur de cabinet et du directeur des transports et de la protection du public ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Outre la création d'établissements recevant du public de 1<sup>ère</sup> catégorie et la réalisation d'opérations d'aménagement ayant pour effet de créer une surface de plus de 100 000 m<sup>2</sup>, est soumise à une étude de sécurité publique la création d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir un effectif supérieur à 300 personnes au sens de l'article R.123-19 du code de la construction et de l'habitation, soit 3<sup>ème</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories, ou la réalisation d'une opération d'aménagement supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> à l'intérieur du périmètre délimité dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement par : la rue d'Oradour sur Glane, la rue Louis Armand, la rue René Ravaud, le boulevard du Général Martial Valin, le boulevard Victor, le boulevard Lefebvre, l'avenue de la porte de la Plaine et le périphérique.

Article 2 : Le préfet, directeur de cabinet, le directeur des transports et de la protection du public et le maire de Paris sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de police, ainsi qu'au bulletin municipal officiel de la ville de Paris.

Fait à Paris, le 22 JUIL 2009

LE PREFET DE POLICE

  
Michel GAUDIN